

La plateforme de société civile Rohy indignée et consternée par la classe politique

Tribune - 22/04/16

Nos dirigeants, rien que des politiciens. Nous voulons des Hommes et Femmes d'Etat au pouvoir à Madagascar !

Considérant le scandale récent né de la méthode de remerciement du précédent Premier Ministre qui a jeté le discrédit sur le pays et la honte de la population ;

Considérant toutes les affaires d'exportations frauduleuses de bois de rose impunies et sans poursuite et dont les principaux auteurs seraient au contraire intronisés au niveau de divers postes de l'administration ou des institutions ;

Constatant les réticences de l'exécutif à mettre en place certaines structures telles le Pôle anti-Corruption, le Bureau National de lutte contre la Traite des Etres Humains ou la Haute Cour de Justice contrairement à l'annonce faite par le Président de la République devant les Partenaires Techniques et Financiers ;

Constatant la réticence de l'Exécutif à sortir la version finale du CODE DE LA COMMUNICATION ;

Considérant les limogeages ou les affectations de certains hauts Responsables qualifiés de « gênants » par l'Exécutif ;

Considérant les tentatives de destitution du Président de la République par les députés et évoquant la possibilité de dissolution de l'Assemblée Nationale par le Président avec comme background des actes de corruption de haut niveau ;

Constatant l'égoïsme de nos dirigeants avec le népotisme sournois et la corruption institutionnalisée à tous les niveaux de l'administration ;

Ces quelques faits attestent de « l'immaturation » des responsables de l'Etat et « ridiculisent » les institutions étatiques, Présidence, Gouvernement, Assemblée nationale, Sénat donc le peuple malagasy.

Devant ces faits et les dérives incessants du pouvoir, les Organisations de la Société Civile signataires de ce communiqué estiment qu'il est temps de rappeler aux dirigeants à tous les niveaux de l'Etat qu'en tant que représentants du peuple, ils lui sont redevables.

« Un(e) politicien(ne) pense à la prochaine élection,

Un Homme (ou une Femme) d'Etat pense à la prochaine génération ».

Nos dirigeants sont tous des politiciens qui ne pensent qu'aux élections de 2018

La chute depuis la transition continue : la population est livrée à elle-même et ne se retrouve pas dans ses dirigeants hérités de cette transition. Appauvrie et démunie, sa vie se détériore de jour en jour, faute d'une politique économique et sociale appliquée qui lui soit bénéfique, ne serait-ce que progressivement alors que le pays regorge de richesses convoitées par les étrangers. Ses dirigeants, loin d'être ces Hommes d'Etat dont un pays tirerait croissance et fierté, demeurent des hommes politiques qui sont toujours dans l'intention : ils savent où sont les problèmes et en font des discours intelligibles et sensés quant à l'appréhension ; ils se situent toutefois en dehors de la résolution, lequel constitue leur mandat principal et a été l'objet de promesses avant l'accession au pouvoir. **Faudrait-il encore que nos dirigeants réduisent plusieurs millions de malagasy de plus à l'extrême pauvreté avant d'agir et de se comporter comme des vrais Hommes d'Etat ?**

Nos dirigeants au sommet se contentent de se rejeter la responsabilité dans ce manque cruel d'actions et de résultats où la pauvreté et la corruption élevée dans laquelle les dirigeants se complaisent activement font hélas bon ménage. Le Président de la République change de collaborateur périodiquement, inconscient que

l'autorité et la direction lui reviennent, et donc la responsabilité globale de la conduite des affaires de l'Etat qui doit mener à des résultats. Il y a un proverbe qui dit : « *Un mauvais ouvrier accuse toujours ses outils* ». Il crée ainsi une instabilité politique et programmatique, préjudiciable à la bonne marche des affaires publiques à chaque remaniement. On se demande même si ce n'est pas fait exprès de se la créer pour pouvoir tour à tour, convier tous/toutes les ami(e)s (Parlements dominés par des politiciens affamés aidant), à dilapider le pays de ses ressources. La population est indignée et consternée d'être l'otage de ces comportements égocentriques et immatures, indignes de dirigeants. Elle est aussi submergée de honte devant l'image qui est donnée à son pays. Il y a une chaîne internationale qui aurait déclaré : « *Madagascar se retrouve de nouveau dans une situation dont elle seule a le secret !* ». Les citoyens se retrouvent indûment inclus dans ces opinions, bien que ce soient leurs dirigeants qui défontent et n'ont aucun sens de l'Etat, celui de la conservation et de l'abnégation dans le service !

Actuellement, la décision de tenir le Sommet de la Francophonie fait plus que douter sur le sens des priorités des autorités, car les fonds investis sont colossaux (quelques cent milliards d'Ar rapportés par la presse, soit quelques 27 Millions Euros), **pendant que la sécurité alimentaire tirant les populations qui en manquent n'est pas pourvue d'autant de moyens**. L'argument de la rentabilité économique (dont la justesse est sujette à caution) investie dans le Sommet ne convainc pas sur la prééminence du sauvetage d'une population depuis trop longtemps délaissée, appauvrie. L'utilisation déguisée des ressources de l'Etat à travers des soi-disant Partenariats Public-Privé (PPP) au détriment des intérêts de ces populations vulnérables devrait être une honte.

Ces mêmes dirigeants « à l'esprit machiavélique » manquent cruellement de vision, ne pensent qu'à leur « business » personnel et aux prochaines élections mais pas à l'avenir du pays et aux générations futures. Les décisions éparses qu'ils prennent font craindre cela : soulignons chronologiquement ce projet de décret sur les Fokontany où les chefs seront désignés et non élus par leurs populations, la désignation de ce nouveau Premier Ministre dont le seul mérite (si on peut l'appeler ainsi) et donc l'unique critère rationnel de choix serait les résultats des élections communales et sénatoriales en faveur du parti au pouvoir nous semble plutôt douteuse.

Dans un communiqué du 06 Février dernier, les organisations de la société civile (OSCs) avaient déjà tiré la sonnette d'alarme et **demandé instamment au Président de se débarrasser de son entourage encombrant préjudiciable face à l'intérêt de la Nation**, l'arrêt des désignations et/ou des limogeages non fondés aux hauts emplois de l'Etat et les ingérences en haut lieu dans les affaires de justice et des départements sectoriels.

Message aux nouveaux membres du gouvernement et aux politiciens

Madagascar a besoin d'Hommes et de Femmes d'Etat qui possèdent une vision et savent où ils vont amener le pays sous un horizon bien pensé. Ils se préoccupent dans le présent du bien-être de la population par des actions qui montrent des résultats vérifiables dans toutes les 22 régions incluant ses districts, communes, Fokontany et villages mais pas seulement dans des rares lieux privilégiés où habitent les familles des dirigeants étatiques. **Ils sont conscients des besoins fondamentaux comme le travail, la sécurité alimentaire, le logement, la santé, l'éducation, mais aussi des problèmes de la justice, du respect des droits humains et des libertés fondamentales, de la sécurité des personnes et des biens. Responsables et redevables, ils se doivent de les résoudre concrètement** et en font une PRIORITE ABSOLUE. Ils s'abstiennent par ailleurs de s'engager dans des dépenses somptuaires pour garder une cohérence par rapport aux moyens nationaux, et de ne pas grever ainsi la situation des générations futures.

Ces Hommes et ces Femmes d'Etat montrent ainsi qu'ils sont dans l'action et dans la responsabilité. Ils savent mettre en avant les soucis de la population et non les leurs. Ils savent ce que c'est de servir dans le désintéressement. Ils montrent un courage politique en prenant des décisions basiques comme appliquer la loi qui a été bafouée depuis longtemps ou inappliquée, ou impopulaires au présent mais fructueuses potentiellement dans le futur. Ils sont volontaristes en réalisant les actions montrant qu'ils font, ce qu'ils disent et ce à quoi ils se sont engagés devant la population à tout moment. Ils suscitent la confiance avec des résultats tangibles répondant aux besoins populaires tout en respectant une éthique dans laquelle la population se retrouve moralement. Ils sont conscients que la population mérite des dirigeants dignes qui donnent une image honorable du pays.

Les organisations de la société civile (OSCs) signataires du présent communiqué rappellent encore et encore que le rôle de la société civile, l'un des piliers de la nation, est de défendre les intérêts de la population, en visant l'amélioration de ses conditions de vie. Cela implique qu'elles ne peuvent demeurer dans le silence face aux divers problèmes auxquels la population fait face, et doivent s'exprimer dans un esprit non partisan. Cela ne peut être ni récupéré ni désapprouvé par la société politique, qui a pour mission spécifique de conquérir et/ou d'exercer le pouvoir, moyennant une éducation citoyenne visible et des résultats tangibles en termes de bien-être de la population.

Jusqu'à quand ces pratiques de leadership inqualifiables et ce manque cruel de résultats perdureront-ils ?

Les Organisations signataires du présent Communiqué ce 19 Avril 2016 :

- 1- KMF/CNOE (Komity Manaramaso ny Fifidianana)
- 2 - Alliance Voahary Gasy (AVG)
- 3 -PFNOSCM (Plateforme Nationale des Organisations de la Société Civile de Madagascar)
- 4 - Confédération Nationale des Plates Formes en Droits Humains (CNPFDH)
- 5 - COalition NAtionale Malgache pour l'Education Pour Tous (CONAMEPT)
- 6 - MOuvement National pour l'Education Pour Tous (MONEPT)
- 7 - Plateforme Des Associations Chargées d'Asama et de Post Asama (PACA)
- 8 - Plateforme pour le Développement des Compétences Techniques et Professionnelles (DCTP)
- 9 - Réseau SOA
- 10 - Réseau pour la Transparence et la Redevabilité Sociale Malagasy (RTRSM)
- 11 - Mouvement SCOUT
- 12 - Association Intercoopération Madagascar (AIM)
- 13 - GTZ - Ihorombe
- 14 - FIEFA-MIRMAD
- 15 - Centre de Développement Andohatapenaka (CDA)
- 16 - Centre d'Information Technique et Economique (CITE)
- 17 - FIMPA
- 18 - Association Mendrika Toliara II
- 19 - CONGOPDH
- 20 - EVOLUTION Toliara
- 21 - ASPRODROHOM Sakaraha-bas
- 22 - FANAZAVA Toliara
- 23 - SEKRIMA
- 24 - ONG Fiantso
- 25 - ONG Lalana
- 26 - PFROSC Atsimo Andrefana
- 27 - PFROSC Sofia
- 28 - PFROSC Atsimo Atsinanana
- 29 - FTMM
- 30 - MIAROSOA
- 31 - Malagasy Environnement
- 32 - Mlasa ho FAmpanandrosoana an'i MAdagasikara (MIFAMA)
- 33 - Multi-Sector Information Services (MSIS-tatao)
- 34 - Réseau National De Défense Des Consommateurs (RNDC)
- 35 - Sampan'Asa Fampandrosoana/FJKM (SAF/FJKM)
- 36 - SEhatra FAnarahamaso ny Flainampirenena (SEFAFI)
- 37 - Sehatra lombonan'ny Fananantany (SIF)
- 38 - Tafo Mihaavo
- 39 - Vondrona MiraLenta ho an'ny Fampandrosoana (VMLF-Analamanga)
- 40 - Olom-Pirenena Tompon'Andraikitra (OPTA)
- 41 - ILONTSERA
- 42 - Collectif des Citoyens et des Organisations Citoyennes (CCOC)
- 43 - Plateforme des Personnes en situation d'Handicap (PFPH-MAD)
- 44 - Action Sociale pour l'Education et la Formation des Femmes et Enfants Maltraités (ASSEFEMA)
- 45 - Conseil des Anciens Etudiants de l'Université de Madagascar (CAEUM)
- 46 - Consortium National pour la Participation Citoyenne (CNPC)
- 47 - FEMMES LEADERS DU BONGOLAVA
- 48 - AJEJUMAD
- 49 - CROIX D'OR
- 50 - YMCA Toliara
- 51 - AINGA-AIDES
- 52 - ASE Toliara
- 53 - FISEMI Toliara
- 54 - Groupement d'Etudes et de Recherche sur les Primates (GERP)
- 55 - Arongam-panihy Communication Conservation Environnement (ACCE)
- _ 56 - FIVE Menabe
- 57 - FTMF

58 - TNFF
59 - PESBED

Source : <http://www.madagascar-tribune.com/Indignation-et-consternation,22029.html>